

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 27 (1947)
Heft: 3

Artikel: États-Unis-France-Suisse
Autor: J. de S.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888627>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTATS-UNIS - FRANCE - SUISSE

« L'Employment Act » de 1946 instituait un Conseil d'experts économiques chargés de rédiger un rapport annuel sur la situation économique des Etats-Unis, suivi d'un rapport présidentiel consacré au même sujet.

Le premier rapport économique du Président a été transmis au Congrès le 8 janvier 1947. Il passe en revue les caractéristiques essentielles de l'année 1946, fixe les objectifs pour 1947 et termine par des recommandations tendant à l'établissement d'une politique économique saine.

Les conclusions du Président Truman nous intéressent à un triple point de vue :

1° En tant que clients, la France et la Suisse suivent avec attention l'évolution de la production et des prix de leur principal fournisseur ;

2° En tant que producteurs, la France et la Suisse se préoccupent des possibilités de leur plus redoutable concurrent et du pouvoir d'assimilation d'un important client ;

3° En tant que partenaires commerciaux, la France et la Suisse s'attachent à connaître la tournure qu'imprimeront les Etats-Unis aux échanges internationaux.

Nous nous proposons de résumer en quelques lignes ceux des points évoqués par le Président Truman qui entrent dans cet ordre de préoccupations.

Introduction

« En ce début d'année 1947, l'Amérique n'a jamais été si forte ni si prospère. Nos perspectives n'ont jamais non plus été plus étendues.

« Il règne cependant dans l'esprit de beaucoup d'entre nous la crainte d'une nouvelle crise, de la perte de nos situations, de nos fermes, de nos affaires.

« Mais l'Amérique n'est pas fondée sur la crainte. Elle est fondée sur le courage, l'imagination et une invincible volonté d'accomplir la tâche qui s'impose à elle.

« La tâche qui s'impose aujourd'hui à l'Amérique est de veiller à ce qu'elle ne soit pas ravagée par une nouvelle crise et de longues périodes de chômage ; nous devons construire une économie si prospère, si dynamique, si progressiste, que chaque citoyen puisse compter, pour lui-même et pour sa famille, sur le travail et la sécurité.

« La prospérité des Etats-Unis n'importe d'ailleurs pas au seul peuple américain. Elle est le fondement de la prospérité mondiale et de la paix mondiale. Et le monde a les yeux attachés sur nous.

« Je crois que le peuple américain a la sagesse et la volonté d'utiliser ses abondantes ressources en vue de la prospérité de tous. Je rejette, et je sais que le peuple américain rejette l'idée qu'une nouvelle crise est inévitable. Je ne pense pas aux petits détours et aux bosses qui nous attendent

sur le chemin à parcourir, nous savons que nous aurons à les affronter. Je pense à l'effondrement, à la paralysie économique qui se sont déclarés en 1929. Cela ne se reproduira pas nécessairement, cela ne *doit* pas se reproduire. »

Production

PRODUCTION NATIONALE 1939-1946
(milliards de dollars, pouvoir d'achat 1944)

1939	112	1943	187
1940	122	1944	198
1941	142	1945	192
1942	160	1946	170

La production a dépassé en 1946 de 50 p. 100 son niveau de 1939. En 1947, elle doit s'élever encore de 5 p. 100 pour atteindre 205 milliards de dollars (valeur absolue en 1946 : 194 milliards de dollars). Ce niveau ne peut être considéré comme exagéré eu égard aux besoins du peuple américain. Il ne saurait être question pour l'instant de surproduction.

L'augmentation doit porter avant tout sur les biens de consommation.

Ecoulement de la production à l'intérieur du pays

Pour écouler un volume de marchandises accru de 50 p. 100 il faut un pouvoir d'achat accru en proportion.

Le pouvoir d'achat des consommateurs est la résultante du revenu national et des prix, qui agissent en sens inverse.

On constate à la lecture du tableau reproduit à la page suivante, que depuis 1944 les salaires ont subi une baisse sensible du fait de la réduction des heures de travail. Néanmoins, le revenu national s'est élevé de façon continue depuis 1939, mais la hausse des prix a compensé, et au delà, cette augmentation. Le pouvoir d'achat subit de ce fait une baisse continue. Le revenu disponible atteint, au 4^e trimestre 1946, 880 \$ par habitant, contre 995 en 1944 (pouvoir d'achat 1944).

La suppression du contrôle des prix a eu pour effet une hausse immodérée du coût de la vie, dont l'indice a passé, de juin à décembre 1946, de 133,3 à 153,3 (1935 à 1939 = 100). Cette hausse est particulièrement frappante dans l'alimentation (décembre = 189) et dans l'habillement (novembre = 168,7).

Le Président en conclut que malgré un besoin immense de biens durables (maisons d'habitation et bâtiments industriels, automobiles, équipement domestique et industriel), un désir d'acheter démesuré, l'économie américaine souffre de trois causes de faiblesse :

1° Le facteur le plus défavorable est la baisse importante du pouvoir d'achat subie par un grand nombre de consom-

mateurs, résultat de la forte hausse des prix survenue dans la seconde moitié de l'année passée. « Si l'on ne procède pas à des ajustements de prix et de salaires — et qu'on n'y procède pas assez tôt — on risque de voir baisser les achats de biens de consommation, diminuer les commandes aux fabricants, crouler la production, et le chômage ira croissant — à moins que les consommateurs ne fassent largement appel au crédit et n'utilisent leurs économies pour acheter la masse accrue des biens mis sur le marché. Ces expédients temporaires n'ont qu'un pouvoir limité et, même s'ils sont efficaces, ils ne feront que retarder le jour du règlement de compte. »

2° Une réduction des investissements risque également de compromettre l'emploi, la production et le pouvoir d'achat. Si la construction se ralentit et que son coût reste élevé, l'emploi maximum est menacé cette année ou peu après.

3° Des désaccords sur l'organisation du travail, avec des grèves de grande envergure, ne sont pas exclus. Il en résulterait une pénurie de matières premières, de pièces détachées et de matériel d'équipement, par contre une baisse de la production et de l'emploi ; une incertitude relative à la demande, à l'offre, au coût de revient ; une réduction éventuelle des achats, par l'industrie, de matériel d'équipement et de marchandises.

Le rapport constate que les facteurs favorables revêtent une importance fondamentale pour la situation économique américaine, mais qu'il est plus utile d'en déceler les faiblesses et de chercher les remèdes qui s'imposent, que de se féliciter des bienfaits dont on jouit déjà.

Écoulement de la production à l'étranger

Les exportations atteignaient, avant la guerre, 4 milliards de dollars, c'est-à-dire 4,5 p. 100 de la production. Aujourd'hui, en raison des besoins immenses des pays dévastés, elles s'élèvent à 15 milliards de dollars ou 7,7 p. 100 de la production. La pénurie mondiale de devises risque de réduire les exportations américaines.

Dans ses recommandations finales, le Président Truman constate que les exportations de marchandises et de services jouent un rôle important pour le maintien de la production,

de l'emploi et du pouvoir d'achat et que le commerce extérieur américain doit être construit sur une base plus solide si l'on veut maintenir l'équilibre et la prospérité pour une longue période.

« A la longue, nous ne pouvons exporter que si nous sommes disposés à importer ou à placer nos capitaux à l'étranger.

« Aussi bien le commerce extérieur que « l'investissement extérieur » sont vitaux pour maintenir une économie dynamique dans ce pays. »

Il insiste sur les besoins américains en produits importés, non seulement pour améliorer en richesse et en variété le standard de vie, mais en vue de la défense nationale.

Il ne craint pas la concurrence internationale, tant que subsistent une production, un emploi et un pouvoir d'achat maxima, mais il n'entend pas procéder sans discernement à une réduction des barrières douanières. Pendant quelques années les Etats-Unis ne peuvent s'attendre à importer autant qu'ils exporteront. Ils utiliseront le produit de leurs ventes pour développer le potentiel mondial de production par des prêts et des placements de capitaux. Il y va du développement futur des exportations américaines car les pays les plus industrialisés constituent les meilleurs débouchés.

L'essentiel consiste actuellement à renforcer l'Organisation internationale du commerce, afin de rétablir sur une base saine un commerce extérieur élevé. L'adhésion de nombreux autres pays à cette organisation dépend des concessions américaines en matière de tarifs douaniers, qui trouveront leur contre-partie dans la réduction des tarifs étrangers et la suppression d'une quantité de restrictions, en particulier de contingentements protectionnistes.

« Si nous ne contribuons pas pour notre part à assainir les relations économiques internationales, il est à peu près certain que d'autres pays se sentiront contraints à aggraver leurs propres contrôles. Un tel développement tendrait à morceler le monde en blocs économiques et pourrait avoir des effets profonds sur la politique mondiale et les chances d'établissement d'une paix durable. »

J. de S.

REVENU NATIONAL, PRIX, REVENU DISPONIBLE 1939-1946

	REVENU NATIONAL (milliards de dollars)				PRIX DE DÉTAIL (1935-39 = 100)	REVENU DISPONIBLE PAR TÊTE D'HABITANT (POUVOIR D'ACHAT 1944)
	Gains et salaires	Revenu net des propriétaires	Revenu du capital et rentes	Total		
1939	48,1	11,2	7,4	70,8	99,4	653
1940	52,3	12,0	7,5	77,6	100,2	692
1941	64,5	15,8	8,0	96,9	105,2	795
1942	84,1	20,6	8,8	122,2	116,5	885
1943	106,3	23,5	9,7	149,4	123,6	927
1944	116,0	24,1	10,6	160,7	125,5	995
1945	114,5	25,6	11,8	161,0	128,4	978
1946	109,0	30,0	13,0	164,0	139,2	925